Le leadership des femmes et leur participation à la vie politique sont partout menacés. Les femmes sont sous-représentées aussi bien comme électrices que dans les fonctions dirigeantes, au sein des assemblées élues, dans l'administration publique ou encore dans le secteur privé ou le monde universitaire. Et ceci malgré leurs compétences maintes fois démontrées, en tant que leaders et agents du changement, et en dépit de leur droit de participer en toute égalité à la gouvernance démocratique.

Les femmes sont confrontées à deux sortes d'obstacles sur la voie de la participation à la vie politique. D'une part, des entraves structurelles causées par des lois et des institutions discriminatoires qui réduisent encore aujourd'hui leurs possibilités de voter ou de se porter candidates à un mandat politique. D'autre part, faute de moyens, les femmes ont moins de chances que les hommes de suivre une formation, de nouer les contacts et de bénéficier des ressources nécessaires pour devenir des dirigeantes performantes.

Comme indiqué dans la résolution sur la participation des femmes à la vie politique de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, « quelle que soit la région du monde considérée, les femmes restent largement absentes de la sphère politique, souvent en raison de lois, de pratiques, de comportements et de stéréotypes sexistes discriminatoires, et parce qu'elles ont un faible niveau d'éducation, qu'elles n'ont pas accès aux soins de santé et qu'elles sont beaucoup plus touchées que les hommes par la pauvreté. »

Certaines arrivent à surmonter ces obstacles, et souvent pour le plus grand bien de la société. Mais les règles doivent devenir identiques pour toutes, afin d'offrir des perspectives pour chacune d'entre elles.

Nos solutions

Les programmes d'ONU Femmes sur le leadership et la participation s'inspirent d'une longue tradition d'engagements internationaux en faveur de la représentation des femmes. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes défend leur droit à prendre part à la vie publique et le Programme d'action de Beijing appelle à l'abolition des obstacles à la participation équitable. Quant aux objectifs du Millénaire pour le développement

, ils mesurent entre autres les progrès en faveur de l'égalité des sexes par la proportion des sièges parlementaires occupés par des femmes.

Pour ce faire, nous aidons les femmes souhaitant exercer un mandat politique à développer leurs compétences, et nous organisons des programmes d'éducation civique et de sensibilisation des électeurs à l'égalité des sexes. Nous soutenons les défenseurs de l'égalité des sexes en appelant les partis politiques, les gouvernements et d'autres parties prenantes à assumer leur part de responsabilité dans l'autonomisation des femmes. D'autres initiatives visent à encourager les jeunes à défendre l'idée que les mesures en faveur de l'égalité des sexes doivent occuper une place centrale dans l'élaboration des politiques publiques.

ONU Femmes milite en faveur de nouvelles législations nationales et de réformes constitutionnelles garantissant le juste accès des femmes à la vie politique, que ce soit comme électrices, candidates, élues ou membres de la fonction publique. Nous travaillons avec les équipes de pays des Nations Unies et avec la société civile à des programmes de gestion du processus électoral afin de faire respecter les droits des femmes, et notamment leur droit de voter et de mener campagne sans subir de violence.